BLOG POST

L'Europe face aux trois parias de Schenzhen

24/11/2026

Nicole Gnesotto,
Vice-Présidente



© AFP Photo

Le 19 novembre 2026, à Schenzhen, Xi Jinping, Vladimir Poutine et Donald Trump ont offert au monde un Yalta « Canada dry » : on se souvient en effet de la célèbre publicité pour un soda qui avait la couleur de l'alcool, l'odeur de l'alcool mais qui n'était pas de l'alcool. La même illusion s'est reproduite en Chine il y a quelques jours.

A la conférence de Yalta en effet, le 11 février 1945, sur les décombres d'une Europe ravagée par la guerre, trois vainqueurs se partageaient le monde. A Schenzhen, soixante-dix ans plus tard, au moins trois raisons font de cette rencontre un théâtre d'ombres : l'Europe est une puissance majeure, premier partenaire commercial de la Chine, avec qui elle représente 30 % du commerce mondial et 33% de la richesse mondiale. Aucune des trois puissances présentes en Chine ne peut se dire victorieuse de quelque conflit que ce soit, à commencer par la Russie vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Amérique concernant l'Iran.

Enfin, ces trois vieillards ne se sont rien partagé du tout : les Ukrainiens résistent comme des fauves, les Européens s'organisent sans les Etats-Unis, et le reste du monde, qui représente quand même 5 milliards d'habitants contre à peine 2 pour les trois puissances cacochymes de Schenzhen, n'a aucune intention de se laisser prendre dans les filets de cette alliance contre-nature.

Contre-nature, car telle est bien la première leçon que les Européens peuvent tirer de ce sommet : Donald Trump continue de détruire l'Occident. Il le fait consciencieusement depuis son élection, en foulant aux pieds les principes et les valeurs des démocraties occidentales. Mais il a ajouté lors de ce voyage une fracture stratégique supplémentaire : sa poignée de main avec son « ami » Vladimir Poutine sent autant l'indécence que la trahison. Il est plus que temps pour l'Europe de sortir de son illusion atlantique et de construire une défense européenne autonome. Le pilier européen dans l'Otan est lui-même une illusion s'il s'agit de diviser l'Otan en deux : une force conventionnelle prête à mener la bataille en Europe, formée avec et dirigée par les Européens, sans les Américains, et une capacité de dissuasion nucléaire de dernier recours aux mains des Etats-Unis. Telle est en effet l'une des formules qui se discutent au Pentagone[1], et telle serait pour l'Europe la certitude d'être seule à combattre dans une guerre dévastatrice en Europe.

La deuxième leçon concerne notre identité d'Européens : loin de nous plaindre ou de regretter de ne pas avoir été invités à Shenzhen, nous devrions au contraire en être fiers et plus déterminés que jamais. Les trois dirigeants chinois, russe et américain représentent en effet tout ce que nous détestons et tentons de combattre : l'autoritarisme, le protectionnisme, la force. Leur déclaration finale a beau être squelettique, elle est révélatrice de leur complicité : ils revendiquent le « principe du consentement des États » et « l'immunité » des chefs d'Etat face à la Cour pénale internationale, laquelle ne doit pas « abuser » de ses compétences. Ils proposent « d'augmenter la production et l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés », sans aucune référence à la préservation du climat. Ils semblent accepter le rôle des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, mais appellent à une « réforme » dont on ignore tout. Quant à leur déclaration sur la stabilité nucléaire mondiale et la lutte contre la prolifération, elle est lourde d'ambiguïtés, notamment à l'égard des dissuasions française et britannique que la Russie et la Chine tentent, depuis l'origine de l'arms control, de contrôler.

Les Européens illustrent à l'inverse et militent pour un monde fondé sur trois principes inverses, la démocratie, le libéralisme raisonné, et le respect du droit. Et nous ne sommes pas seuls. Sur le continent, la communauté politique européenne (CPE) rassemble plus 47 pays qui partagent, plus ou moins, ces principes. La coalition des volontaires pour l'Ukraine comporte 37 pays européens unis avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Islande, le Japon. Aucun de ces pays ne se résout à accepter comme normale et banale l'agression d'un pays contre un autre. Pas un non plus qui accepte d'appartenir à des zones d'influence décidées et imposées par la complicité des trois parias de l'ordre mondial. En Amérique latine, la récente victoire de Lula comme président du Brésil témoigne également que l'Histoire n'est pas figée dans la fatalité autoritaire que les trois de Schenzhen incarnent.

Troisième leçon, il y a des gagnants et un perdant dans cette affaire. Le perdant sans aucun doute est Donald Trump, tel le lapin aveuglé par les lumières du spectacle, fuyant la scène américaine où il vient de subir un magistral échec électoral, et signant avec la Chine et la Russie une déclaration aussi insipide qu'indigne.

[1] *Le sous-secrétaire américain d'Etat à la guerre, Elbridge Colby, parle systématiquement d'une « European-led conventional defense » à l'intérieur de l'Otan.*

Vladimir Poutine, à l'inverse, a remporté une victoire diplomatique spectaculaire, en se retrouvant, lui le paria recherché par un mandat de la cour pénale internationale, aux côtés de ses deux nouveaux grands alliés stratégiques : la Chine bien sûr, mais désormais aussi les Etats-Unis. Quant à la Chine, elle a gagné dans ce sommet son statut de « nation indispensable ».

C'est ainsi que Madeleine Albright définissait la puissance américaine en 1998 : « we are the indispensable nation ». Grand ordonnateur du sommet de Schenzhen, Xi Jinping s'est vu conforter dans son statut de grande puissance. Il pourrait même faire sien la suite du discours de la Secrétaire d'Etat de Bill Clinton: « nous nous tenons la tête haute et voyons plus loin que les autres pays dans l'avenir. »

Deux mots devraient donc résumer la réaction des Européens : continuer et avancer. Continuer à défendre l'Ukraine contre l'agression russe ; progresser dans l'indépendance stratégique de l'Europe, y compris en dehors de l'Otan. La Russie et les Etats-Unis de Trump sont en effet devenus nos deux adversaires complices : comment peut-on encore avoir confiance dans l'Otan pour nous défendre (ainsi qu'éventuellement l'Ukraine) contre la Russie, lorsque le chef suprême de l'Alliance, Donald Trump, embrasse le corps, les vues et les volontés impériales du président Russe ?